



# Communistes



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**28-12-2017**

## *Un Président aux ordres du Capital*

**M**acron est Président depuis Mai dernier.

Homme des multinationales capitalistes, il a succédé à un Hollande usé pour accélérer la réalisation des objectifs du capitalisme. C'est maintenant à Macron de le faire. Il veut mettre en adéquation tous les secteurs de la vie nationale avec les exigences du capital..

Que s'est- il passé depuis mai ?

Dès septembre en accord avec le patronat, il a imposé avec les ordonnances qui cassent le code du travail. Le patronat s'est engouffré sans tarder pour profiter du boulevard que lui offre la nouvelle loi. Dans nombre d'entreprises les conditions de travail sont déjà de plus en plus insupportables avec l'augmentation des cadences de travail. Bien mieux, déjà pour accroître leurs profits, réduire leurs dépenses, les multinationales préparent des suppressions massives d'emplois en se servant de la loi. 2 exemples :

-Pimkie – de la branche « prêt à porter » appartenant à l'empire Mulliez ( qui comprend Auchan – Décathlon – Boulanger... 86 milliards de chiffre d'affaire) s'apprête à annoncer début janvier un plan de suppression de 200 à 250

emplois en France, des fermetures de magasins, en se servant de la « nouvelle rupture conventionnelle collective ».

-PSA, Peugeot –Citroën qui a déjà supprimé 3.000 emplois en 2017 – 25.000 depuis 2013, veut réduire encore les effectifs en se servant aussi de la « rupture conventionnelle collective sans avoir à montrer que sa situation économique est difficile. Les licenciements sont facilités, c'est un recul très important pour les droits des travailleurs.

Macron a réduit considérablement les cotisations sociales, les impôts des entreprises, supprimé l'ISF, réduit les dépenses publiques, sociales, de santé, des collectivités locales dans le budget 2018 et augmenté la CSG pour les retraités. L'INSEE a calculé que les hausses et les baisses de taxes et impôts divers prévus dans le budget 2018 allaient coûter cher aux ménages : ils amputeront leur pouvoir d'achat de 4,5 milliards d'euros !

-La réforme de l'assurance de chômage est en cours. On annonce un durcissement du contrôle et des sanctions pour les demandeurs d'emplois : suppression d'allocations aux chômeurs qui refusent 2 offres d'emplois « jugées raisonnables » Par qui, par le patronat ! Réduction de la moitié des allocations durant 2 mois pour insuffisance de recherche d'emploi ! Chaque chômeur serait astreint à un rapport mensuel d'activité. Macron voudrait imposer comme en Allemagne et en Angleterre des mini jobs avec un salaire de misère aux privés d'emplois. Les chômeurs qui ont acquis des droits en payant des cotisations sociales lorsqu'ils travaillaient les verraient considérablement reculer.

Le journal « Les Echos » annonce : le nombre de chômeurs de longue durée continue de progresser, la précarité, le nombre de contrats courts à activité réduite à 78h. par mois- augmente fortement ( +9,2% sur 1 an).

Dès janvier Macron annonce 2 autres réformes, en particulier celle de la formation professionnelle et l'apprentissage dont il veut confier le pilotage aux entreprises capitalistes qui décideraient des formations uniquement en fonction de leurs besoins.

Face à cette offensive qui s'amplifie, du capital avec son pouvoir, des luttes continuent à grandir dans les entreprises (voir sur notre site l'hebdo du 18 au 23 décembre).

A la SNCF, contre la marche à la privatisation qui s'accompagne de fermetures de guichets, de gares, de lignes, de dégradation du service public ( on a vu les graves problèmes ces dernières semaines), **La CGT appelle à une grande manifestation nationale à Paris le 8 février 2018.**

**-Les EHPAD**( établissements pour personnes âgées dépendantes) **seront en grève le 30 janvier** à l'appel des fédérations de la Santé, de l'Action sociale et des Services Publics CGT – FO – CFDT- UNSA – CFTC, contre la baisse des dépenses publiques décidée par le gouvernement, la dégradation des conditions de soins et des conditions de travail des personnels.

-Des actions sont annoncées dans les raffineries, le Commerce

La lutte est décisive. La lutte partout dans les entreprises, les grèves , les manifestations interprofessionnelles, tous ensemble pour stopper l'offensive de Macron, stopper le patronat capitaliste dans les entreprises, c'est indispensable.

La lutte politique est capitale. Les méfaits du capitalisme que nous voyons chaque jour se développer sous nos yeux dans notre pays comme dans le monde entier, confirment qu'aucun aménagement n'est possible entre exploiters et exploités.

Lutter tous ensemble de plus en plus fort, pour abattre le capitalisme, prendre aux multinationales capitalistes le pouvoir économique, financier, politique et construire une société socialiste au service du peuple est plus que jamais d'actualité.